



Par Caroline Fourest

En même temps la laïcité...

C'est à se demander si Emmanuel Macron n'est pas porté par la Providence. Le 9 décembre devait être son moment de vérité. L'anniversaire de la loi de 1905 approchait, et avec lui la date limite pour clarifier sa position sur la laïcité. Mais voilà que Johnny nous quitte. Sa grande messe nationale s'est justement déroulée un 9 décembre. L'Élysée, qui paniquait à l'idée de prononcer un grand discours sur la laïcité – il n'y avait que « *des coups à prendre* », selon ses conseillers –, a pu se répandre en oraisons sur Johnny... Rien à perdre et tout à gagner, surtout auprès de l'électorat populaire.

Le moment fatidique est donc reporté...

peut-être au jour où Macron se rendra au Vatican pour recevoir son titre de chanoine de Latran. Titre qu'il a accepté avec tant d'empressement là où Hollande avait décliné. Quand Sarkozy, lui, s'était lancé dans une diatribe concordataire, à se prendre les pieds dans un manteau d'église... Quelle synthèse nous proposera Macron ? Sa politique et son gouvernement ressemblent à du « en même temps ». Un grand écart permanent. D'un côté, il y a les voix qui rassurent. Après des débuts hésitants, la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa est venue sauver le gouvernement d'un silence assourdissant. Pour l'anniversaire de la loi de 1905, elle s'est rendue à l'invitation du Grand Orient de France à la cérémonie de remise du Prix de la laïcité, où elle a rappelé que la « *laïcité était un combat politique* » et combien elle nous permettait d'« *éviter la communautarisation de la société* ».

Pendant ce temps, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, réalise un sans-faute. Sa fermeté face aux ateliers ségrégués de SUD Education 93 et la création d'unités de laïcité dans les académies font un tabac. De façon presque injuste. Ses prédécesseurs, Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem, n'ont pas obtenu un tel enthousiasme quand ils ont mis en place une charte et les premiers référents de

la laïcité. Leurs mesures républicaines semblaient se noyer dans un océan de bonnes intentions pédagogistes, là où Blanquer a compris l'air du temps. Un retour à l'uniforme et au respect façon III^e République.

Dans le même temps – toujours le fameux « en même temps » –, d'autres ministres, et pas des moindres, envoient des signaux plus inquiétants. Sans surprise, il s'agit de ceux qui restent dans leurs têtes de grands élus locaux, sans doute les moins hussards de la République, toujours prêts à composer avec la laïcité pour accommoder les communautés religieuses. Un domaine où excelle Gérard Collomb, ancien maire de Lyon devenu ministre de l'Intérieur chargé des relations avec les cultes.

C'est aussi le péché mignon du Premier ministre, Edouard Philippe, qui a toujours dorloté les associations religieuses du Havre, même les moins fréquentables, comme la très frériste Havre de savoir. Il adore parler de « *laïcité apaisée* ». Il avait déjà annoncé des accommodements possibles pour les jours d'examen tombant lors de fêtes juives. Devant le Crif, Edouard Philippe a souhaité que la laïcité devienne « *la clé d'un dialogue interreligieux* ». De

l'écuménisme façon Coexister... Cette organisation qui confessionnalise la jeunesse sur fonds publics et soutient le « *hijab day* ». De quoi défaire tous les efforts du ministre de l'Éducation nationale et de la secrétaire d'Etat chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, grâce à l'appui de Jean-Louis Bianco, reconduit à son poste de « *non-observatoire* » des atteintes à la laïcité.

Qu'en pense le groupe La République en

marque ? Pendant que des députés LREM comme Mustapha Laabid se défoulent sur les réseaux sociaux contre Manuel Valls, en l'accusant d'inciter à la « *stigmatisation des musulmans* », d'autres signent une tribune très claire sur la laïcité, comme Aurore Bergé. Où se situe Emmanuel Macron ? Le saint mystère demeure. Capable de toutes les audaces et de toutes les transgressions, le président demeure fuyant sur ces sujets, quitte à laisser tous les coups à prendre, mais aussi de l'espace politique, à Manuel Valls. Un homme au détriment de qui Macron s'est construit une image de quasi-chérubin. Jusqu'à quand ? On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. Visiblement, Emmanuel Macron n'est pas pressé. ■

LE COUP DE CRAYON DE LACOMBE

